



30 septembre 2016

(16-5234)

Page: 1/2

Original: anglais

**FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURES VISANT L'IMPORTATION DE PORCINS  
VIVANTS, DE VIANDE DE PORC ET D'AUTRES PRODUITS DU PORC  
EN PROVENANCE DE L'UNION EUROPÉENNE**

**NOTIFICATION D'UN AUTRE APPEL PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE AU TITRE  
DE L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES  
RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS  
(MÉMORANDUM D'ACCORD), ET DE LA RÈGLE 23 1) DES PROCÉDURES  
DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 28 septembre 2016 et adressée par la délégation de l'Union européenne, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16:4 du Mémoire d'accord, l'Union européenne notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Fédération de Russie – Mesures visant l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres produits du porc en provenance de l'Union européenne* (DS475). Conformément à la règle 23 1) des Procédures de travail pour l'examen en appel, l'Union européenne dépose simultanément la présente déclaration d'un autre appel et la communication en tant qu'autre appelant auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

Pour les raisons qu'elle développera dans ses communications à l'Organe d'appel, l'Union européenne fait appel des constatations, conclusions et recommandations du Groupe spécial, et demande que l'Organe d'appel les infirme en ce qui concerne les erreurs ci-après figurant dans le rapport du Groupe spécial<sup>1</sup>:

- a. le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS lorsqu'il a constaté que la Russie reconnaissait les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies en ce qui concerne la PPA, et que, par conséquent, l'interdiction à l'échelle de l'UE n'était pas incompatible avec les obligations de la Russie au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS. En conséquence, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'*infirmer* les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.373, 7.379, 7.485 et 8.1 d) iii) de son rapport, qui sont fondées sur le raisonnement juridiquement erroné qu'il a fait aux paragraphes 7.366 à 7.379, et de compléter l'analyse;
- b. le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS lorsqu'il a constaté que la Russie reconnaissait les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies en ce qui concerne la PPA, et que, par conséquent, les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne n'étaient pas incompatibles avec les obligations de la Russie au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS. En conséquence, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'*infirmer* les

<sup>1</sup> Conformément à la règle 23 2) c) ii) C) des Procédures de travail pour l'examen en appel, la présente déclaration d'un autre appel comprend une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées, sans préjudice de la capacité de l'Union européenne de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte de son autre appel.

constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.925, 7.1029 et 8.1 e) vi) de son rapport, qui sont fondées sur le raisonnement juridiquement erroné qu'il a fait aux paragraphes 7.924 à 7.925, et de compléter l'analyse.

---